

## CHAPITRE 1

### Au cabinet du grand argentier de la République

*28 avril 2021 — Nicolas Kazadi prend les rênes du Ministère des Finances, une nouvelle ère commence*

Ouvrons les yeux : l'horizon s'éclaircit pour les finances publiques. Des recettes record peuvent tomber ! Une première. Pourtant, rien n'est joué d'avance. Nomination au cabinet. Au boulot ! C'est parti !

Sandra, ma fille, ne perdez pas votre foi chrétienne ! Je sais qu'en Occident, la foi en Jésus-Christ est en déperdition, mais ne perdez pas la vôtre ! Moi, je suis convaincu que Dieu écoute nos prières. Et pour cause ! Vous savez, ma fille, les deux premières années de la mandature du Président Félix Antoine Tshisekedi à la tête de la République démocratique du Congo — c'est-à-dire de 2019 à 2020 — ont été extrêmement difficiles et complexes. Le Président élu ne pouvait pas appliquer sa politique axée sur la philosophie de « peuple d'abord », parce qu'il était embarqué avec une majorité parlementaire

totalemment hostile et réfractaire à l'humanisation de la politique nationale.

Les deux premières années de la mandature présidentielle ont pris l'allure d'un échec. Tenez, même une mesure salubre, innovante et révolutionnaire comme la gratuité de l'enseignement de base promulguée par le Président Tshisekedi que ses compatriotes congolais appellent affectueusement « Fatshi Béton » était critiquée par les Ministres au lieu d'être mise en pratique. Ainsi le gouvernement passait son temps à dire qu'il n'y a pas de ressources pour assurer la gratuité de l'enseignement au lieu justement de chercher des ressources pour sortir notre peuple du sous-développement éducatif. S'il n'y avait pas de ressources pour la gratuité, il y en avait au moins pour les prédateurs que ne cessait de dénoncer l'IGF (l'Inspection générale des finances).

Il n'y avait pas que le gouvernement qui s'opposait au Président de la République. Même les Présidents de grandes institutions comme l'Assemblée nationale et le Sénat refusaient de collaborer avec lui. Du jamais vu ! Cette situation était comparable à celle qu'avait connue le Président Kasa-Vubu pendant la première législature de 1960. En effet, les parlementaires de la première législature, quoique respectueux envers le Président Kasa-Vubu, avaient à plusieurs reprises refusé la déchéance de Lumumba sollicitée par le Président Kasa-Vubu. Mais voilà. Au lieu d'agir comme Kasa-Vubu et Mobutu qui ont commencé par menacer les parlementaires, puis les ont renvoyés dans leurs provinces d'origine pour obtenir par la force la déchéance de Lumumba — sans succès —, le Président Tshisekedi a fait montre de trésors d'intelligence politique sans précédent dans notre pays. En effet, excédé par tant de mauvaise foi à son égard, aussi bien du côté du gouvernement que du parlement, une mauvaise foi qui allait

conduire à l'échec patent de son mandat de cinq ans — après tout, c'est le Président de la République qui est élu à la majorité universelle par l'ensemble de notre peuple, envers qui il est redevable — que le Président organisa les consultations nationales pour demander à notre peuple et à la classe politique de requalifier une nouvelle offre politique autour d'une majorité parlementaire, avec pour objectif de servir notre peuple, notre peuple qui a été pratiquement abandonné pendant ces cinquante dernières années, c'est-à-dire les trente-deux ans de Mobutu et les dix-huit ans de Kabila. La classe politique congolaise interpellée a adhéré à l'obligation de résultat de servir notre peuple. C'est ainsi qu'est née la nouvelle majorité parlementaire désireuse de travailler avec le Président de la République dans l'intérêt du peuple.

Oui, Sandra, je sais que je ne suis pas un grand analyste politique et que même mes explications peuvent parfois sembler confuses, mais en tant que Congolais, j'ai mon opinion sur toutes ces péripéties qui ont failli réduire à néant le premier mandat du Président Tshisekedi, un Président qualifié « de solution divine pour le Congo » par l'ancien Président Obama lui-même !

Ainsi, alors que nous approchons de la mi-mandat (la fin étant prévue en 2023), je suis appelé à collaborer avec le Ministre des Finances comme conseiller économique au sein de son cabinet. Rien n'est plus triste, selon moi, que ces bâtiments qui « ne me parlent pas ». Une étrange ambiance ce matin... C'est d'ici que va partir l'impulsion de ce qui sera accompli au cours des prochains mois.

Je fais partie d'une équipe resserrée et dynamique autour du pilote aux commandes de l'avion, en l'occurrence Son Excellence, Monsieur le Ministre des Finances Nicolas Kazadi. Je suis prêt à embarquer avec d'autant plus de plaisir que ce

voyage me passionne. Les efforts consentis par cette équipe capable de donner le meilleur d'elle-même ont désormais, dans ce contexte, pour but d'assurer une authentique amélioration des recettes de l'État.

Il était difficile, certains diraient impossible, de redresser les finances publiques. Il est important d'avoir du recul pour bien apprécier le travail abattu à ce jour. Cela se traduit par un classement favorable pour la République démocratique du Congo. Il faut bien constater que l'élan est déjà pris en octobre 2021 : l'agence de notation internationale Moody's a évalué la notation souveraine de la République démocratique du Congo de CAA1 perspective stable à CAA1 perspective positive. Le tournant opéré le 28 janvier 2022 par l'agence de notation Standard & Poor's — réputée pour sa méthodologie claire et sérieuse — est saisissant : elle a amélioré sa cotation de CCC+/C à B-.

Ce qui compte le plus, c'est d'une part la volonté et d'autre part la capacité à gérer, dans une période difficile, un grand ministère jouant un rôle-clé dans notre vie et celle de nos enfants et petits-enfants. L'une des qualités essentielles à ce poste est la compétence. J'ajouterai l'éthique et la pratique de l'anglais. L'argentier national sait allier la rigueur et une aptitude à instaurer une certaine complicité intellectuelle avec l'ensemble de ses collaborateurs. Certes, il réunit notamment ces qualités.

Puis-je rappeler ici que le budget de l'État de l'exercice 2018 a été fixé à environ cinq milliards de dollars ? Dans un contexte de récession mondiale à cause du Covid et de la guerre en Ukraine, il me paraît important de souligner que le budget de l'État est en voie d'amélioration de manière significative pour atteindre environ quinze milliards de dollars américains pour l'exercice budgétaire 2022. Il en va de même

avec le stock de réserves internationales de change qui est passé de huit cents millions en 2018 à plus de quatre milliards courant 2022.

Il est clair que la mobilisation actuelle des recettes tranche avec les décennies passées. Jamais on n'a vu un tel niveau de recettes dans l'histoire du pays : elles constituent une des fondations à partir desquelles la République démocratique du Congo a pris un élan économique avec une croissance réelle du produit intérieur brut estimée à 6,2 % en 2022 soutenue par les secteurs financiers et les services.

Cette reprise a retenu, depuis le début de l'année 2022, l'attention du Fonds monétaire international : l'inflation est tombée à 5,3 % à la fin 2021. Cela n'aurait pas été possible sans la stabilité macroéconomique, l'amélioration du climat des affaires et l'augmentation des réserves internationales à la Banque centrale du Congo.

S'agissant de la transition énergétique mondiale, ces éléments de contexte positifs et essentiels sont propices à la mobilisation des financements destinés à la lutte contre les changements climatiques visant à atténuer les émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter à ces changements en encourageant le reboisement ainsi que les énergies renouvelables.

J'ai beaucoup aimé travailler, chacun ayant son rôle à jouer, dans cette construction dont je viens de tracer les grands traits, au contact de divers collègues et intervenants externes. Je voudrais ici rendre hommage à cette équipe, autour du Ministre des Finances, qui a permis cette avancée. Je précise que mes propos n'engagent pas mon employeur.